

rière (*affaire* CLÉMENT RATON); VIII, 342.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 18 février 1879 (*chambre civile*). Droits de mutation sur le prix d'achat de terrains occupés pour les besoins de l'exploitation d'une mine (*affaire* COMPAGNIE DES MINES D'ANZIN contre L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT); X, 255.

— 3 mars 1879 (*chambre des requêtes*). Découverte de mines; cession de droits d'invention (*affaire* DEGEILH contre DE GELOËS); VIII, 317.

— 22 avril 1879 (*chambre civile*). Travaux de réparation prescrits pour dommages causés à la superficie par l'exploitation d'une mine (*affaire* MAGNAN ET CONSORTS contre COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-JEAN-DU-PIN); X, 250.

— 18 juin 1879 (*chambre civile*). Dommages causés à des propriétés bâties par les travaux d'une mine; occupation de terrains pour remblais; suppression d'un étang nuisible aux travaux de

la mine; conventions privées (*affaire* AVRIL contre SCHNEIDER); IX, 64.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 20 août 1879 (*chambre civile*). Responsabilité de l'auteur d'un accident, nonobstant une certaine imprudence de la victime (*affaire* de SOCIÉTÉ DES TRAMWAYS DU DÉPARTEMENT DU NORD); X, 373.

— 11 février 1880 (*chambre des requêtes*). Effet de la concession d'une mine par rapport à une convention entre le propriétaire du sol et l'inventeur de ladite mine (*affaire* DE CANDÉ ET DE PONTBRIANT contre GARNIER ET C^{ie}); IX, 108.

— 9 mars 1880 (*chambre civile*). Responsabilité du concessionnaire au sujet d'un accident de mine; question de fait (*affaire* BOUDAREL contre COMPAGNIE DES MINES DE LA CHAZOTTE); IX, 404.

— 12 mars 1880 (*chambre criminelle*). Travaux de recherche entrepris sans autorisation par un propriétaire du sol à l'intérieur du périmètre de protection d'une source d'eau minérale (*affaire* Du Bois); IX, 380.

QUATORZIÈME SECTION

ARRÊTS DE COURS D'APPEL.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Savoie, du 13 janvier 1851. Droits de l'État, en tant que propriétaire de l'établissement thermal

d'Aix-les-Bains, pour la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales alimentant cet établissement (*affaire* DAMES CHEVALLAY ET MOLLARD contre LE DOMAINE ROYAL); X, 46.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Nîmes, du 10 février 1857. Indemnité due pour une dépréciation générale de propriété résultant du voisinage des travaux d'une mine (*affaire* DARDALHON contre MINES DE VIALAS); VIII, 108.

— 28 juillet 1860. Lyon. Juridiction compétente pour statuer sur une action en indemnité d'un concessionnaire de mine par suite de l'investissement créée dans l'intérêt d'un chemin de fer (*affaire* COMPAGNIE DE COMBES ET D'EGARANDE contre COMPAGNIE DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE); X, 416.

— 16 janvier 1861. Nîmes. Responsabilité des concessionnaires de mines dont les travaux ont causé des dommages à la propriété superficielle (*affaire* BONNAL contre COMPAGNIE DES FORGES D'ALAIS); VIII, 129.

— 13 janvier 1863. Douai. Application de l'article 1382 du code civil aux dommages causés à la surface par les travaux souterrains des mines (*affaire* COMPAGNIE DES MINES D'ANZIN contre LARAMEZ); VIII, 129.

— 9 août 1866. Lyon. Mode d'évaluation du chiffre de l'indemnité pour dégradation d'une maison (*affaire* SAUZÉAS contre COMPAGNIE DES MINES DE BEAUBRUN); VIII, 136.

— 10 janvier 1867. Liège. Irresponsabilité d'un concession-

naire de mines détournant une source par des travaux (*affaire* FARCY contre DELHALLE); VIII, 289.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Nîmes, du 23 février 1867. Maison bâtie sur un terrain lézardé et nonobstant avertissement du concessionnaire de la mine (*affaire* ROMAJOON contre CONCESSIONNAIRE DE ROBIAC ET MEYRANNE); VIII, 135.

— 17 mai 1867. Poitiers. Occupation partielle de propriété; refus d'indemnité pour moins-value de la partie non occupée (*affaire* DE LÉPINERAYS contre BALLY); VIII, 133.

— 19 janvier 1869. Montpellier. Juridiction compétente en matière de délimitation de la partie concédée d'un gîte de minerai de fer (*affaire* SOCIÉTÉ DE RIA contre MARIE); IX, 49.

— 24 novembre 1871. Douai. Caisse de secours d'une compagnie houillère; veuve et enfants d'un ouvrier mineur tué par accident (*affaire* QUIQUEMPOIS contre CAISSE DE SECOURS DES MINES D'ANICHE); V, 193.

— 3 juillet 1873. Lyon. Réglementation, exceptionnellement édictée par l'administration, d'un prix de vente de la houille (*affaire* MÉJASSON contre COMPAGNIE DE ROCHE-LA MOLIÈRE ET FIRMINY); V, 315.

— 18 août 1873. Poitiers. Occupation partielle d'une propriété; indemnité pour troubles dans la jouissance de la partie non occupée (*affaire* DE LÉPINERAYS contre BALLY); VIII, 144.

— 2 juillet 1874. Dijon. Indemnité due pour inondation

par les eaux d'épuisement d'une mine et pour incommodité de fumée (*affaire* BOUCAUD *contre* MANGINI, AVRIL ET SCHNEIDER); VIII, 141.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Aix, du 5 août 1874. Convention particulière conclue entre le propriétaire du sol et le concessionnaire d'une mine de houille au sujet de la redevance tréfoncière (*affaire* HÉRITIERS PRAIRE *contre* COMPAGNIE DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE); VII, 218.

— 20 juillet 1875. Nîmes. Travaux de réparation prescrits pour dommages causés à la superficie par l'exploitation d'une mine (*affaire* MAGNAN ET CONSORTS *contre* COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-JEAN-DU-PIN); X, 51.

— 19 mai 1876. Lyon. Caractère juridique de la redevance tréfoncière des mines (*affaire* SAUZÉA *contre* COMPAGNIE DES MINES DE MONTIEUX); VI, 301.

— 28 juillet 1876. Dijon. Dommages causés à des propriétés bâties par les travaux d'une mine; occupation de terrains pour remblais; suppression d'un étang nuisible aux travaux de la mine; conventions privées (*affaire* AVRIL *contre* SCHNEIDER); IX, 62.

— 3 août 1876. Paris. Carrière souterraine. Exploitants successifs. Responsabilité de dommages causés à la propriété superficière (*affaire* ROY *contre* VALLÉE ET AUTRES); VI, 296.

— 31 janvier 1877. Lyon. Interdiction d'exploiter, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la partie d'une mine située au-dessous d'une gare provisoire de chemin de fer (*affaire*

SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE *contre* COMPAGNIE DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE); VII, 296.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Aix, du 6 février 1877. Accident arrivé à un visiteur d'une mine; responsabilité (*affaire* V^o BERNARD *contre* FONTEILLES); VI, 304.

— 14 mars 1877. Lyon. Indemnités dues par un concessionnaire de mines pour occupation de terrains et pour dépréciation du reste de la propriété (*affaire* COMPAGNIE DE MONTIEUX *contre* CONSORTS DUMAREST); IX, 281.

— 17 mai 1877. Angers. Absence de responsabilité d'un exploitant de mine pour un accident dû à une cause fortuite (*affaire* V^o BLOT *contre* COMPAGNIE DES MINES DE LAYON ET LOIRE); X, 372.

— 20 juin 1877. Poitiers. Indemnités dues pour dommages causés à la propriété superficière par des travaux de mines et pour occupation de terrains (*affaire* DE LÉPINERAYS *contre* BALLY); VIII, 156.

— 18 juillet 1877. Nîmes. Indemnité due à un propriétaire superficière pour défense de bâtir par suite de travaux de mines (*affaire* CASTANIER *contre* COMPAGNIE DES FORGES DE BÈSÈGES); VIII, 146.

— 20 juillet 1877. Nancy. Caractère légal d'un maître-mineur (*affaire* JANIN *contre* SOCIÉTÉ DE MONTATAIRE); VII, 298.

— 3 août 1877. Nancy. Occupation de terrains; indemnité due pour troubles dans la jouis-

sance du surplus de l'héritage (*affaire* SEILLIÈRE *contre* STUMM); VIII, 148.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Lyon, du 13 février 1878. Caractère juridique d'une société de mine qui transforme ses charbons en agglomérés (*affaire* VARAGNAT *contre* COMPAGNIE DU MONTCEL-SORBIER); X, 424.

— 18 février 1878 (*). Paris. Caractère juridique d'une société qui, outre l'exploitation de mines, a pour objet la fabrication du métal et la vente soit des minerais, soit de tous métaux (*affaire* CONSORTS RESCALLI *contre* COMPAGNIE DES MINES D'HUELVA ET AUTRES); IX, 223.

— 26 février 1878. Rennes. Découverte de mines; cession de droits d'invention (*affaire* DEGEILH *contre* DE GELOËS); VIII, 314.

— 27 février 1878. Nîmes. Application de l'article 1382 du Code civil au tarissement d'un puits causé par les travaux d'une mine voisine (*affaire* COMPAGNIE DES MINES DE MOKTA-EL-HADID *contre* NICOLAS); VIII, 150.

— 8 mars 1878. Lyon. Responsabilité du concessionnaire au sujet d'un accident de mine; question de fait (*affaire* BOUDAREL *contre* COMPAGNIE DES MINES DE LA CHAZOTTE); IX, 403.

— 3 juin 1878. Angers. Responsabilité, par rapport à une carrière voisine, de l'exploitant d'une carrière où un éboulement s'est produit (*affaire* SOCIÉTÉ DE LA CARRIÈRE DE GRANDMAISON *con-*

tre SOCIÉTÉ DE LA CARRIÈRE DES GRANDS-CARREAUX); IX, 285.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL d'Aix, du 13 août 1878. Caractère juridique d'une société minière ayant obtenu la concession d'un chemin de fer destiné à l'exploitation de la mine (*affaire* MARTEL *contre* ABADIE, SOCIÉTÉ ANONYME DU CHEMIN DE FER ET DU BASSIN HOULLER DU VAR); X, 466.

— 22 mars 1879. Paris. Effet de la concession d'une mine par rapport à une convention entre le propriétaire du sol et l'inventeur de ladite mine (*affaire* DE CANDÉ ET DE PONTBRIANT *contre* GARNIER ET C^{ie}); IX, 105.

— 19 août 1879. Riom. Travaux de recherche entrepris sans autorisation par un propriétaire du sol à l'intérieur du périmètre de protection d'une source d'eau minérale (*affaire* DUBOIS); IX, 288.

— 16 avril 1880. Lyon. Travail de nuit des enfants dans les mines (*affaire* FRAISSE *contre* COMPAGNIE DE BEAUBRUN); X, 294.

— 27 mai 1880. Lyon. Caisse de secours d'une mine (*affaire* CHRISTOPHE *contre* COMPAGNIE DES HOUILLÈRES DE MONTRAMBERT); X, 425.

— 9 juin 1880. Lyon. Question d'application de l'article 15 de la loi du 21 avril 1810 au sujet de dommages causés à la propriété superficière (*affaire* CONSORTS TARDY-PAYET *contre* COMPAGNIE DES MINES DE VILLEBOËUF); X, 298.

— 20 août 1880. Agen. Caractère juridique d'une société qui, en même temps qu'une mine, exploite des fours à chaux

(*) Cette date a été omise dans les *Annales*.

et est intéressée dans une maison de banque (*affaire* BUREAU contre FOULC); X, 375.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Riom, du 21 février 1881. Tarissement de sources par des travaux de mines (*affaire* GARRET ET CONSORTS contre COMPAGNIE DES MINES DE PONTGIBAUD); X, 380.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Douai, du 14 juin 1881. Travail de nuit des enfants dans les mines (*affaire* BUREAU) (*); X, 295.

(* Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 2 février 1882, a renvoyé cette affaire devant la Cour d'Amiens qui a rendu son arrêt le 11 mars suivant. Voir 8^e série, volume de 1882, p. 33 et 209.

QUINZIÈME SECTION

JUGEMENTS DE TRIBUNAUX.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de Saint-Etienne, du 18 juillet 1859. Jurisdiction compétente pour statuer sur une action en indemnité d'un concessionnaire de mine par suite de l'investison créée dans l'intérêt d'un chemin de fer (*affaire* COMPAGNIE DES COMBES ET D'EGARANDE contre COMPAGNIE DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE); X, 416.

— 11 juillet 1865. Saint-Etienne. Mode d'évaluation du chiffre de l'indemnité pour dégradation d'une maison (*affaire* SAUZÉAS contre COMPAGNIE DES MINES DE BEAUBRUN); VIII, 136.

— 20 juillet 1866. Fontenay-le-Comte. Occupation partielle de propriété; refus d'indemnité pour moins-value de la partie non occupée (*affaire* DE LÉPINERAYS contre BALLY); VIII, 131.

— 24 juillet 1866. Alais. Mai-

son bâtie sur un terrain lézardé et nonobstant avertissement du concessionnaire de la mine (*affaire* ROMAJON contre CONCESSIONNAIRE DE ROBIAC ET MEYRANNE); VIII, 135.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de Prades, du 29 juillet 1868. Jurisdiction compétente en matière de délimitation de la partie concédée d'un gîte de minerai de fer (*affaire* SOCIÉTÉ DE RIA contre MARIE); IX, 49.

— 22 mai 1871. Béziers. Irresponsabilité d'un exploitant de mines en cas de dommage causé par ses travaux à des sources voisines (*affaire* GRONIER contre COMPAGNIE DES MINES DE GRAISSÉSAC); VIII, 291.

— 27 juin 1871. Douai. Caisse de secours d'une compagnie houillère; veuve et enfants d'un ouvrier mineur tué par accident

(*affaire* QUIQUEMPOIS contre CAISSE DE SECOURS DES MINES D'ANICHE); V, 191.

JUGEMENT DU TRIBUNAL d'Angers, du 23 juillet 1872. Indemnités dues pour les dommages résultant de l'occupation de terrains par un concessionnaire de mines (*affaire* HOSPICES D'ANGERS contre LAS CASES); VIII, 440.

— 6 décembre 1872. Saint-Etienne. Réglementation, exceptionnellement édictée par l'administration, d'un prix de vente de la houille (*affaire* MÉJASSON contre COMPAGNIE DE ROCHE-LA-MOÏÈRE ET FIRMINY); V, 315.

— 26 juillet 1873. Saint-Etienne. Convention particulière conclue entre le propriétaire du sol et le concessionnaire d'une mine de houille au sujet de la redevance tréfoncière (*affaire* HÉRITIERS PRAIRE contre COMPAGNIE DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE); VII, 218.

— 30 juin 1874. Alais. Travaux de réparations prescrits pour dommages causés à la superficie par l'exploitation d'une mine (*affaire* MAGNAN ET CONSORTS contre COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-JEAN-DU-PIN); X, 48.

— 6 février 1875. Seine. Carrière souterraine. Exploitants successifs. Responsabilité de dommages causés à la propriété superficière (*affaire* ROY contre VALLÉE ET AUTRES); VI, 294.

— 26 mai 1875. Saint-Etienne. Caractère juridique de la redevance tréfoncière des mines (*affaire* SAUZÉA contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTIEUX); VI, 299.

— 18 janvier 1876. Saint-

Etienne. Interdiction d'exploiter, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la partie d'une mine située au-dessous d'une gare provisoire de chemin de fer (*affaire* SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE contre COMPAGNIE DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE); VII, 295.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de Châlon-sur-Saône, du 7 mars 1876. Dommages causés à des propriétés bâties par les travaux d'une mine; occupation de terrains pour remblais; suppression d'un étang nuisible aux travaux de la mine; conventions privées (*affaire* AVRIL contre SCHNEIDER); IX, 57.

— 6 avril 1876. Saint-Etienne. Indemnités dues par un concessionnaire de mines pour occupation de terrains et pour dépréciation du reste de la propriété (*affaire* COMPAGNIE DE MONTIEUX contre CONSORTS DUMAREST); IX, 281.

— 31 mai 1876. Seine. Caractère juridique d'une société qui, outre l'exploitation de mines, a pour objet la fabrication du métal et la vente soit des minerais, soit de tous métaux (*affaire* CONSORTS RESCALLI contre COMPAGNIE DES MINES D'HUELVA ET AUTRES); IX, 222.

— 22 juin 1876. Valenciennes. Droits de mutation sur le prix d'achat de terrains occupés pour les besoins de l'exploitation d'une mine (*affaire* MINES D'ANZIN contre L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT); X, 251.

— 30 juin 1876. Fontenay-le-Comte. Indemnités dues pour dommages causés à la propriété superficière par des travaux de mines et pour occupations de terrains (*affaire* DE LÉPINERAYS contre BALLY); VIII, 153.